

[1 CONFIDENTIAL]

UNARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 27

FILE 6

ACC. 1998/0278



UNAMIR
94 DEC 13 12 09
1/5

OUTGOING CODE CABLE

CRN 440

TO: HANS CORELL, UNATIONS, NEW YORK

FROM: *for AMK via*
KHAN, UNAMIR, KIGALI

INFO: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK

DATE: 16 December 1994

NUMBER: MIR 25B

NUMBER OF PAGES : 5

SUBJECT: Proposed Draft Agreement on UN Radio Between UNAMIR and the Government of Rwanda

*I want a
translation please. (into
English).
Fr. Int.
Sun.
17.12*

1. We have received the proposed attached draft agreement to be signed between UNAMIR and the Government of Rwanda regarding operation of the UN Radio in Rwanda.
2. We would appreciate your staff's appraisal of this document and any suggested modifications of its provisions, especially as it relates to the Status of Mission Agreement and similar broadcasting agreements the UN may have concluded with other member States.
3. Our preliminary observation is that the proposed text may not be acceptable in its present form and that it needs rewording. One element which we would particularly like included in the text is a provision according legal protection or immunities to our local radio staff. Specifically, our concern is that any opinions expressed by them and any professional activities undertaken on their part in the performance of their official tasks on behalf of UN Radio should not result in any personal liability for them vis-à-vis the national authorities.
4. An early response to our request would be appreciated in view of the fact that the Government has expressed a readiness to sign an agreement with us by 24 December 1994 which would finally permit the commencement of the operations of the long-awaited UN Radio Station.
5. Best regards.



CONVENTION D'ETABLISSEMENT ET D'EXPLOITATION
DE RADIODIFFUSION MINUAR

215

Entre

Le Gouvernement Rwandais représenté par le Ministre de l'Information d'une part ;

et

L'Entreprise de Radiodiffusion RADIO MINUAR représentée par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies d'autre part ;

Vu la loi fondamentale de la République Rwandaise, spécialement le protocole sur l'Etat de droit ;

Vue la loi n° 54/91 du 15 novembre 1991 sur la presse, spécialement dans les dispositions de son article 16 ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Portée de la convention

Article premier. La présente convention se limite exclusivement à l'aspect presse. Les considérations autres que celles relatives à cet aspect devront référer aux règles qui les régissent.

Obligations du Gouvernement

Article 2 : Le Gouvernement Rwandais reconnaît RADIO MINUAR comme Entreprise pouvant établir et/ou exploiter une Radio-diffusion sur le territoire national.

Article 3: Le Gouvernement ne doit pas s'immiscer, quels que soient les moyens à utiliser, dans la préparation et la production des programmes de l'entreprise.



Toutefois, le Gouvernement se réserve le droit de suspendre tout programme non conforme à la politique nationale en matière d'information.

Obligations de Radio "MINUAR"

Article 4: RADIO MINUAR s'engage à fournir en trois exemplaires un document comprenant les éléments suivants :

- La dénomination de l'entreprise ;
- L'identité du propriétaire ou du Directeur ou l'acte constitutif s'il s'agit d'une société ;
- La description technique ;
- L'étendu du marché envisagé ;
- Le cahier des charges relatifs à la nature des programmes ;
- Le plan de financement à moyen terme.

Toute modification de l'un de ces éléments doit être portée à la connaissance du Ministre ayant l'Information dans ses attributions.

Article 5: RADIO MINUAR s'engage à :

1. Respecter le principe du droit du peuple à l'information et le droit de rectification, de réponse et de réplique ;
2. Ne pas diffuser les émissions de nature à inciter à la haine, à la violence et à toute forme de division ;
3. Tenir à la disposition du public ses conditions générales, ses règlements sur la publicité, son compte d'exploitation et son bilan ;
4. Obligatoirement enregistrer toutes les émissions et conserver, pendant au moins trois mois, les enregistrements et documents y relatifs ;



Si, dans ce délai, une réclamation ou une plainte portant sur une ou plusieurs émissions est déposée, l'obligation de conserver les enregistrements, pièces et documents s'éteint à la clôture définitive de la procédure ;

5. Se conformer aux dispositions des instruments internationaux et nationaux qui régissent les Télécommunications ;
6. Promouvoir la formation professionnelle de son personnel technique ;
7. Respecter la charte de déontologie et des droits des journalistes du Rwanda.

Article 6 : RADIO MINUAR doit, dans ses annonces publicitaires, se conformer à ce que la publicité faite soit nettement séparée des autres éléments du programme par un signal acoustique ou optique particulier. Son début et sa fin doivent être clairement identifiés.

Le diffuseur s'interdit de faire une publicité mensongère, fallacieuse, celle qui présente un caractère de concurrence déloyale, qui exploite la crédulité des incapables ainsi qu'une publicité subliminale.

Dispositions générales

Article 7: La diffusion des programmes radiophonique n'est soumise à aucune contrainte de temps, d'espace ni de langue de communication.

Article 8: Les droits et devoirs découlant de la présente convention ne sont pas transférables à un tiers sans avis au préalable le Ministre ayant l'information dans ses attributions.

Article 9: La durée de la convention est de 5 ans. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

Article 10: La convention est révocable par le Gouvernement en cas de défaillances graves mettant en cause l'exploitation de l'entreprise **RADIO MINUAR**.

La convention est également révocable à l'initiative de **RADIO MINUAR** si le Gouvernement vient à manquer à ses obligations.

Article 11: Tout amendement de la présente convention doit être consenti par les deux parties.

Article 12: Tout litige qui surviendra entre les parties contractantes dans le cadre de la présente convention sera réglé soit à l'amiable soit par les tribunaux de droit commun.

Article 13: La présente convention entre en vigueur le jour où les deux parties apposent leur signatures.

Article 14: La convention et les amendements y relatifs sont toujours établis en deux originaux en Kinyarwanda et en Français.

Fait à Kigali, le

Pour le Gouvernement Rwandais
Le Ministre de l'Information
.....

Pour l'Entreprise
.....

194 DEC 18 1991
MINUAR